

I : jeudi, 22 avril 2010

C'était dans "La Revue critique des idées et des livres"

Paul Gilbert nous adresse un message amical. Il nous demande de signaler que son billet sur le Soliloque du prisonnier -que nous avons publié avant-hier- est paru sur le site de "La Revue critique des idées et des livres", dont, comme demandé, nous communiquons bien volontiers le lien: <http://lebulletincritique.over-blog.fr/>

Dans la même ligne d'une amitié d'esprit que nous constatons réciproque, nous avons aussi apprécié une note de Paul Gilbert, parue dans la même Revue critique, à propos d'une surprenante déclaration de Martine Aubry sur la problématique du Quinquennat, exprimant sa préférence pour le Septennat.

Si Martine Aubry devait en effet persister dans cette opinion, il y aurait là matière à semer un trouble profond non seulement dans le petit monde socialiste, comme l'indique Paul Gilbert, mais plus encore dans toutes les composantes du Système, ce qui nous intéresse bien davantage...



Quinquennat

Quand Mme Aubry s'interroge

Est-ce la lucidité ou l'odeur de la victoire et la perspective des postes à prendre qui stimulent l'intelligence des politiques ? On préférerait évidemment la première option mais il existe après tout des grâces d'Etat et l'espoir du succès n'est pas toujours le plus mauvais conseiller. Mme Aubry a dressé ce soir, dans un entretien accordé au site Médiapart, un procès sans complaisance du quinquennat. Peu importe ce qui a motivé cette condamnation. Elle est claire, sans bavure et le fait qu'elle émane de la principale responsable de l'opposition lui donne une force particulière.

Que nous dit Mme Aubry ? "Je pense qu'il est bien difficile de changer une société en étant élu pour cinq ans", observe-t-elle. "Il faut donner le temps pour que la réforme soit comprise et que les gens se l'approprient. Pour moi, être à la tête d'un pays, c'est faire en sorte de le projeter dans l'avenir. Le temps actuel est un temps qui ne permet pas de prendre en considération la complexité de la société, le temps de la démocratie et le temps de l'action", analyse-t-elle. Du coup, on est obligé de faire les choses rapidement et brutalement, car la visée électorale est plus importante que la visée politique".

Il n'y a rien à rajouter ni à retrancher à ces propos. On pourrait même dire qu'ils tombent sous le sens. Combien de Français perçoivent aujourd'hui, au travers de la désastreuse expérience du sarkozysme, l'erreur monumentale que nous avons commise en réduisant le mandat présidentiel à 5 ans. On ne pointera jamais assez la responsabilité de Lionel Jospin et de quelques socialistes ivres de pouvoir dans cette décision calamiteuse. La "divine surprise" est que ce soit aujourd'hui la première secrétaire du PS qui mette ce sujet au coeur des débats.

Le diagnostic est bon, il faut maintenant agir. Les socialistes sont-ils prêts à revenir sur la décision prise il y a 10 ans, à susciter un nouveau référendum, à l'inscrire en bonne place dans leur plateforme présidentielle ? "La réflexion n'est pas officiellement ouverte au sein du PS", nous

précise Mme Aubry, "et ce ne sont là que des réflexions personnelles". Dont acte et l'on imagine les réactions et les oppositions que cette prise de position va susciter au sein de la maison socialiste, et singulièrement chez les "républicains orthodoxes" comme MM. Montebourg, Peillon ou chez les partisans du régime présidentiel, comme MM. Strauss Kahn ou Fabius. Tant mieux: si la décision est difficile à prendre, c'est précisément qu'elle est importante et attendue. Sur ce sujet capital, Mme Aubry joue sa crédibilité.

Paul Gilbert.

II : vendredi, 23 avril 2010

AUTOCRITIQUE

Le blogueur Antidote a judicieusement commenté une information qui n'a pas fait la Une des grands médias. Elle est pourtant significative: Martine Aubry s'est interrogée sur les bienfaits de la réduction à cinq ans de la durée du mandat présidentiel naguère voulue par la droite et la gauche.

Les effets en tous points négatifs du quinquennat s'étalent sous nos yeux: le Président de la République est devenu un super Premier ministre, la fonction arbitrale n'est plus exercée, le supposé président est en campagne permanente. L'égotisme et l'activisme de Nicolas Sarkozy n'ont fait qu'aggraver le processus, jusqu'au viol manifeste de la Constitution. Mais un président de gauche, à supposer qu'il dispose d'une majorité de députés en sa faveur, serait prisonnier de la même logique.

Il serait salutaire que Martine Aubry propose le retour au septennat. Elle pourrait aussi *s'interroger* sur son engagement en faveur du "traité constitutionnel" mué en traité de Lisbonne, sur sa défense et promotion de l'euro et sur le désastreux "tourant" de 1983. C'est après une autocritique générale qu'elle pourrait intéresser nombre de Français.

III : lundi, 10 mai 2010

Un peu de politique-fiction: d'un dialogue bien réel, à un autre qui, même si l'on peut aisément l'imaginer, restera hélas dans l'ordre du virtuel.....

Au Printemps du Livre de Montaignu, le Prince Jean a pu dialoguer avec Eric Zemmour.

Ensemble, ils ont parlé de la France, évidemment, de l'héritage romain et –comme nous le faisons remarquer récemment- du fait que, si les rois de France se voulaient effectivement héritiers de la *politique de civilisation* des empereurs, et porteurs comme eux d'une sorte de message universel –de ce point de vue de la Civilisation- les rois ont, dès la troisième dynastie (celle des Capétiens) rompu avec ce que Bainville appelle « **la chimère impériale** » dans laquelle s'étaient « **épuisées** » -ajoute-t-il encore- les deux premières : la Mérovingienne (fondée par Clovis) et la Carolingienne (de Charlemagne)...

Ce dialogue Prince Jean/Eric Zemmour fut courtois, intéressant et positif...

Il fait regretter qu'un autre dialogue, qui serait lui aussi fort intéressant, n'ait pas lieu, sur un sujet tout à fait différent, certes, mais non moins important : un dialogue entre le Prince et Martine Aubry sur le quinquennat et, bien au-delà, sur les Institutions, au sens large...

Cette rencontre et ce dialogue relevant de l'utopie (hélas...) on est donc réduit à *inventer* le débat possible, en rapprochant les propos de l'un et de l'autre.

De Martine Aubry, d'abord (soyons galants...le Prince, descendant direct d'Henri IV, *le Vert galant*, ne nous en voudra pas de faire passer *les femmes d'abord*!...):

« Je pense qu'il est bien difficile de changer une société en étant élu pour cinq ans », observe la Première secrétaire du PS. **« Il faut donner le temps pour que la réforme soit comprise et que les gens se l'approprient. Pour moi, être à la tête d'un pays, c'est faire en sorte de le projeter dans l'avenir... Le temps actuel est un temps qui ne permet pas de prendre en considération la complexité de la société, le temps de la démocratie et le temps de l'action ...Du coup, on est obligés de faire les choses rapidement et brutalement, car la visée électorale est plus importante que la visée politique ».**

L'analyse est juste et fine. Même s'il ne faut pas se leurrer –Martine Aubry ne va pas crier *Vive le Roi !* demain matin...- elle mérite qu'on la relève...

Le Prince Jean pourrait lui répondre en face ce qu'il lui a de toutes façons répondu : *vous avez d'autant plus raison* -lui dirait-il (1)- *qu'il ne s'agit même pas de quinquennat, mais de... trois ans :*

« Le quinquennat n'a pas arrangé les choses car il oblige à faire une politique à court terme : trois ans. Il n'y a qu'un règlement des affaires courantes et pas de projet politique à long terme. Le roi, lui, peut se projeter dans l'avenir ».

Il ne serait pas passionnant, ce débat ?

Il est bien dommage que l'on ne puisse que l'imaginer.....

(1) : ajouterait-il « **chère Martine** » ? cela se fait beaucoup actuellement, dans le microcosme, mais le Prince Jean n'est pas le microcosme !...